

Urb'Xpert est une série de publications à contenu informatif sur des thématiques urbaines clés et qui illustre l'expérience opérationnelle des partenaires d'Urbayiti.

## Genre, gouvernance et résilience urbaine en Haïti : quelle ville pour les femmes ?

### Vers une approche transversale du genre

#### A PROPOS D'URBAYITI

### Ansam vil nou pi djann

Financé par l'Union européenne, Urbayiti est un programme de l'Etat haïtien lancé en 2018 qui a pour double objectif de renforcer la gouvernance urbaine, à l'échelle locale et nationale, ainsi que la résilience des villes et des populations.

Le programme s'appuie sur un ensemble de 13 projets et 3 contrats de prestation de services pour les études techniques (drainage et mobilité) afin d'accompagner les collectivités locales et le gouvernement haïtien dans le développement urbain, indispensable à la croissance économique du pays.

Il est mis en œuvre par un ensemble d'institutions nationales (MTPTC, ST-CIAT, MICT et 4 mairies), internationales (dont AECID, l'agence espagnole de coopération internationale pour le développement) et d'ONG (CARE, GOAL, CRS, GRET, H4H et Cratère). Sa coordination institutionnelle est assurée par le BONFED et Expertise France (l'agence française de coopération technique internationale).

**D**epuis les années 70, certaines féministes constatent que bien des structures et des aménagements de la ville en Haïti ne correspondent pas au quotidien des femmes. Les espaces urbains comme les lieux publics, le transport, le logement ont très longtemps été modelés selon une répartition traditionnelle des rôles entre hommes et femmes dans la société.

Dès lors la question de la place des femmes dans les espaces urbains devient un vrai enjeu de planification urbaine.

### Quelles contraintes du genre dans l'urbanisation en Haïti ?

Deuxième pays de la Caraïbe en termes de superficie, Haïti a toujours connu dans son histoire des périodes d'instabilité politique répétées et de catastrophes naturelles successives telles que le séisme de 2010 ou l'ouragan Matthew de 2017.

Les femmes, consignées souvent à des rôles sociaux de reproduction, sont en général les plus touchées par ces nombreuses crises. Pauvreté économique, analphabétisation, violence, stéréotypes et faible représentation politique, la situation des haïtiennes dans les villes reste encore précaire de nos jours.



Dans ce contexte, si l'on considère qu'elles représentent six millions d'habitants sur un total de 11 millions selon l'institut haïtien de statistique et d'informatique, c'est donc une grande partie de la population qui est freinée dans sa progression. Comment alors éviter à plus de la moitié de la population de sortir toujours brisée de ces expériences douloureuses ? Comment contribuer dans les années à venir à une autonomisation résiliente de la population féminine ?

Droit universellement reconnu, l'égalité entre les sexes constitue une valeur fondamentale de l'Union européenne. Aussi, pour réduire l'inégalité hommes et femmes et garantir le droit à la ville pour toutes et tous, l'Union européenne préconise l'intégration de genre dans tous les projets de développement, condition essentielle pour le bien-être, la croissance économique, la bonne gouvernance, la paix et la sécurité (Plan d'action sur l'égalité des sexes).

« Les femmes ont le droit de profiter pleinement de l'espace public urbain en toute sécurité, au même titre que les hommes ».

**Ruthlande Borga, fondatrice de AGUF**

Pour répondre à cet objectif de développement, le programme Urbayiti avec ses nombreux partenaires, implémente des activités qui ciblent les femmes pour une planification urbaine durable et qui favorisent la mise en œuvre d'aménagements et de services appropriés, afin de renforcer notamment leur capacité au niveau économique, mais aussi à travers des activités de formation, de sensibilisation et de plaidoyer auprès de la société civile en général.



## Faits et chiffres sur la réalité des Haïtiennes

### Obstacles

### Données disponibles

**Accès aux biens et présence élevée dans le secteur informel et non valorisé**

- 71% des femmes ne possèdent ni terre, ni maison.
- Seulement 9% de femmes sont propriétaires.
- Les femmes travaillent davantage dans le secteur informel, sans droit à la sécurité sociale (55,9%), et sont moins représentées dans les emplois formels (30%).

**Plafond de verre dans l'éducation**

- 6,1% de femmes de 35 à 39 ans ont atteint des études supérieures contre 11,8 % pour les hommes.

**Déperdition des filles dans le système scolaire**

- À l'âge de 19 ans, 19% des adolescentes ont déjà eu une naissance vivante et environ 3% sont enceintes d'un premier enfant.

**Faible utilisation ou inaccessibilité des services de santé**

- Presque deux tiers des accouchements se font encore sans assistance qualifiée (notamment dans les régions rurales) et le taux de mortalité maternelle était parmi les plus élevés de la région d'Amérique Latine et Caraïbes, avec 157 pour 100.000 en 2013.

**Faible accès à la justice pour les femmes**

- Seulement 17% de femmes en détention ont été jugées (62 sur 350) contre 33% pour les hommes (2 777 sur 8 184).

**Faible accès aux postes législatifs**

- Pour l'ensemble du Parlement haïtien, la représentation féminine reste en dessous de 3% en 2017 (2,72% pour les deux chambres), à comparer à près de 9% de femmes en 2003.

**Sous-représentation des femmes aux postes décisionnels**

- 7,28% des postes de direction dans l'administration publique étaient occupés par des femmes (MCFDF 2009).
- 7% des postes dans la diplomatie étaient occupés par des femmes (idem).

**Violence**

- 29% des femmes âgées de 15-49 ans ont subi des actes de violence physique depuis l'âge de 15 ans.
- Une femme sur huit (12 %) a déclaré avoir subi des violences sexuelles à un moment quelconque de sa vie.

**Harcèlement sexuel en milieux professionnels**

- 8,1% dans l'administration publique et des ONG.
- 11% des travailleuses domestiques et des ouvrières (SOFA et RNDH 2014).

## Un accélérateur de développement durable !

La période 1975-1985 avait été déclarée Décennie de la Femme par les Nations Unies.

Après l'adoption en 1979 de la Convention contre l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF), l'égalité entre les sexes est considérée par les Nations-Unies comme un facteur clef de développement durable.

L'approche intégrée de la dimension de genre, appelée en anglais "Gender mainstreaming", est depuis une stratégie sur laquelle doivent se baser politiques publiques et programmes de développement.



Charette urbaine, juin 2019, Université Quisqueya

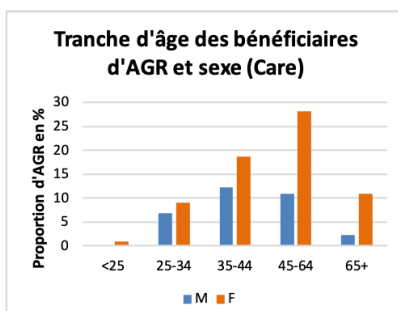


## Genre et développement urbain

**L**e programme Urbayiti prend en compte une approche transversale de la notion du genre et cible aussi bien les populations des communautés que les institutions en charge de développer ces actions.

Le but est de rendre les populations, et particulièrement les femmes, plus résilientes, pour leur permettre de pouvoir réagir en cas d'exposition à des phénomènes naturels ou d'autres événements majeurs engendrés par des actions humaines.

L'application de cette approche dans le champ urbain intervient dès l'étape de l'élaboration des politiques urbaines (politique nationale de la ville) et dans la conception d'outils de planification (PAEEV) qui visent l'inclusion des femmes en identifiant de manière précise les besoins en lien avec leur condition sociale, et en tenant compte des défis spécifiques auxquels elles sont confrontées pour y apporter des solutions concrètes.



**AGR: Activités génératrices de revenus**

## Pour des femmes autonomes financièrement

**S**elon le Ministère du Commerce et de l'industrie, la grande partie des femmes entrepreneures en Haïti exercent des activités commerciales. Ces activités sont menées de manière informelle et génèrent de très faibles revenus. Un des facteurs de cette informalité provient du fait que ces marchandes n'ont pas accès au crédit bancaire en raison des taux d'intérêt trop élevés et des conditions d'éligibilité trop lourdes ; c'est ce qu'indique une étude conduite de décembre 2020 à mars 2021 par Habitat For Humanity (H4H) sur le marché de la microfinance pour le logement dans cadre du projet « Revitalisation Urbaine par le Renforcement de la Filière Construction ».

Selon l'enquête, les institutions financières prêtent de l'argent en pratiquant un taux d'intérêt de 60% sur des périodes de 70 mois le plus souvent à des chefs de familles, qui sont des hommes dans l'immense majorité des cas.

Dans ces conditions, les femmes ont recours aux coopératives de mutuelles de solidarité qui leur offrent un accès plus facile à des ressources financières pour lancer leur propres activités génératrices de revenus. Les institutions de microcrédit sont en effet plus à mêmes d'évoluer en fonction des réalités socio-économiques et des besoins particuliers des femmes.

Ainsi, les organisations CARE Haïti et Catholic Relief Service (CRS) interviennent au niveau de la ville de Jérémie et des Cayes pour renforcer la résilience à travers une approche participative, inclusive, intégrée et basée sur le genre.

Le projet "Vil nou pi bèl" de CARE aborde plusieurs volets parmi lesquels la gouvernance locale et la Gestion des Risques et Désastres (GRD), l'aménagement urbain, les services de base et les travaux de mitigation et enfin, la redynamisation de l'économie locale et le renforcement des moyens de subsistance.

En plus de prioriser la participation d'au moins 30 % de femmes au niveau des groupes consultatifs pour la cartographie des risques et désastres, l'autonomisation des femmes a été renforcée à travers notamment la mise en place des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC). A date, 91 groupes ont été créés comprenant 86% de femmes.

Par ailleurs, CRS, à travers le projet "Levé aux Cayes", appuie les activités de Mutuelle de Solidarité (MUSO) de la ville. Ainsi, 60 groupes de MUSO comptant 1499 personnes dont 962 femmes ont été créés. Parallèlement, les bénéficiaires ont suivi des formations sur plusieurs thématiques liées à l'entreprenariat pour améliorer la gestion de leur commerce.



« J'ai obtenu un emprunt de 75 000 gourdes pour l'achat d'un terrain sur lequel je vais bâtir ma maison et relancer mon petit commerce qui était en chute libre. C'est une vraie chance pour moi d'être un membre de ce groupe. Je ne pensais pas qu'on pouvait construire une telle action collective. »

**Jaceline, commerçante de 30 ans, est mariée et mère de famille**

# La gouvernance partagée dans les marchés

**D**ans les rues ou sur les marchés, un simple coup d'œil suffit pour comprendre que les conditions de travail des femmes sont défectueuses qu'il s'agisse des conditions d'hygiène et de leur sécurité. En effet, les marchés n'offrent que très rarement des aménagements pour répondre à leurs besoins sanitaires et les exposent souvent au danger de la circulation, car elles sont souvent installées directement sur les trottoirs des voies publiques.

Or, présentes dans les marchés depuis toujours, les activités des femmes, souvent informelles, contribuent pour beaucoup à la survie au quotidien de leurs ménages. Intégrer l'aspect genre dans la réhabilitation des marchés, c'est donc une manière d'impliquer très concrètement



les femmes dans la gestion de ces espaces urbains qu'elles occupent majoritairement. Dans le but d'appuyer la mairie de Port-au-Prince dans l'organisation de son service de gestion des déchets à Canapé Vert, Salomon, seradòt (Lalue), l'ONG GRET met en œuvre le projet « Fatra kaba nan mache Pòtoprens ! ».

La construction de blocs sanitaires, l'installation d'éclairage ou de points de lavage des mains sont envisagés pour améliorer le fonctionnement des lieux de travail de ces marchandes. Ces aménagements ont été identifiés et gérés par les vendeuses elles-mêmes, présentes à chaque étape de développement du projet.

Autre service de base abordé par le projet, est la question du nettoyage. Le GRET a créé des Tables de concertation et de réflexion pour faciliter le dialogue entre les autorités municipales, les associations de marchandes, les directeurs de marchés et les agents de sécurité en vue de trouver une solution commune concernant la collecte et l'évacuation des déchets.

## Le droit au logement et la féminisation des métiers de construction

Les inégalités économiques en Haïti ont pour conséquence que les femmes ont moins de chance de devenir propriétaires de leur habitat que les hommes. En milieu urbain, respectivement 82 et 84% des femmes ne possèdent ni maison ni terrain. Dans leur grande majorité, elles n'exercent aucune activité professionnelle et n'ont pas les disponibilités monétaires requises pour l'accès à la propriété.



« On faisait face à de nombreuses difficultés au marché du Canapé-vert. Notre marché se retrouvait souvent inondé en cas de fortes pluies, et nous avions également un vrai problème d'assainissement.

Les nouveaux aménagements proposés ont permis de résoudre bien des problèmes : la construction d'un canal pour évacuer des eaux pluviales, l'installation de neuf blocs sanitaires et de nouvelles douches, et un accès à l'eau au quotidien. Ces infrastructures améliorent grandement notre quotidien sur place. Nous vendons à présent en toute sécurité et dans la dignité. »

**Isalie, présidente de l'association des marchandes**



Cheffes de foyer monoparental, moins éduquées, elles se retrouvent très souvent dans des logements situés dans des quartiers surpeuplés, et souvent insalubres, qui sont aussi les plus exposés aux risques des aléas climatiques ou sismiques et les rendent ainsi encore davantage vulnérables. En mai 2021, l'ONG CRATerre et ses partenaires ont organisé un atelier de trois jours à l'université Quisqueya pour lancer officiellement leur projet-

TCLA+ (Techniques de constructions locales améliorées) au bénéfice des populations les plus vulnérables de Port-au-Prince et des Cayes.

Son objectif vise à contribuer à la production en zone urbaine d'un habitat économique, écoresponsable et résilient. Plusieurs ateliers et formations ont été organisés et suivis par des femmes pour discuter des typologies de logements et des méca-

### Le Bien construire, ça s'apprend...

La reconstruction d'habitat en Haïti passe en effet par la formation et notamment celle des femmes.

C'est dans cette perspective que le projet « Revitalisation Urbaine par le Renforcement de la Filière Construction » de l'organisation Habitat pour l'humanité-HFH a formé 110 jeunes y compris des femmes en maçonnerie chaînée.

**« J'ai dû travailler fort pour montrer de quoi j'étais capable, car je ne voulais pas qu'ils pensent que je ne méritais pas d'être là ».**

**Islande Joseph, 21 ans  
lauréate de la dernière promotion**



## La ville, cet espace inclusif et résilient

**A** fort potentiel, le transport urbain est pourtant très peu développé en Haïti. Or, c'est le plus utilisé par la population. Très souvent inconfortables et surtout trop propices à une promiscuité mal vécue entre passagers, les moyens de transport actuels ne font qu'accroître les violences sexistes et sexuelles et le harcèlement des femmes.

En effet, 3 femmes sur 10 subissent des violences physiques à un moment quelconque de leur vie depuis l'âge de 15 ans. En soirée, les transports en commun en dehors des heures de pointe sont alors aussi peu fréquentés par les femmes qui redoutent les risques de viols ou de violences physiques. Conscient de ces enjeux, Urbayiti a lancé, en appui aux travaux d'aménagement du territoire, des activités d'électrification des places et autres lieux publics construits ou réhabilités, pour diminuer ainsi les risques de danger pour les femmes et faciliter leur déplacement.

L'organisation Goal Haïti a ainsi installé plus d'une trentaine de lampadaires solaires et électriques dans trois quartiers de Port-au-Prince : Carrefour-feuille, Canapé-vert et Croix-des-prés et dans les quartiers de Mackandal et Nan Cite à Jérémie.

Au-delà des problèmes liés au transport, intégrer les femmes dans les processus de planification urbaine est devenu indispensable; c'est en effet le meilleur moyen de prendre en compte leurs besoins dans la manière de concevoir la ville à travers notamment la construction d'infrastructures urbaines adaptées telles que gare routière, canalisations, routes, etc...

**«Il est plus que nécessaire aujourd'hui de fabriquer des villes inclusives et résilientes au profit des femmes».**

**Sabine Malebranche, Urbaniste  
collaborant avec la mairie de Port-au-Prince sur l'élaboration du projet PAEEV**

## Améliorer les conditions d'accès à l'eau potable pour les femmes et les filles

**D**ans les milieux défavorisés, cette corvée accroît au quotidien la charge de travail invisible et non rémunéré des femmes en Haïti. Conséquence : un temps réduit consacré à leur éducation ou aux activités de loisirs. Pour environ 14 % des ménages, l'eau n'est pas disponible sur place et ils doivent alors chercher l'eau dans un robinet public ou aux bornes des fontaines...un trajet long et pénible d'au moins 30 minutes.

Par ailleurs, les questions sanitaires s'invitent aussi dans le débat sur l'urbain. En effet, 95 % des ménages en milieu urbain utilisent de l'eau de source pour boire ; or cette eau est souvent non potable avec des conséquences sur la santé inévitables.

Ainsi, l'amélioration de l'accès à l'eau est devenue une nécessité et l'amélioration de sa gestion pour atténuer les difficultés rencontrées par les femmes en milieu urbain doit être envisagée dans une perspective durable.

Dans le cadre d'Urbayiti, CRS Haïti (Catholic Relief Services) a ainsi lancé en janvier dernier le projet d'extension du Système d'Adduction d'Eau Potable (SAEP) des Cayes. Ce système desservira les communautés de la Savanne, la Créole et la Sinale et permettra à plus de 27 000 personnes de bénéficier à la fin des travaux soit d'un approvisionnement privé en eau, soit d'un accès facilité à des kiosques d'eaux publics.

La DINEPA, à travers l'OREPA-Ouest et avec l'assistance technique de la coopération espagnole (AECID), propose aussi des moyens innovants pour améliorer les capacités des services publics à gérer la distribution en eau potable de manière durable tout en offrant le meilleur rapport qualité-prix.

La technique dite condominiale, expérimentée très positivement dans les favelas du Brésil dans les années 80 dans des zones densément peuplées, sera aussi appliquée dans le cas d'Haïti pour le grand Sud.

## Vers un urbanisme équitable

**D**éfinir les femmes comme groupe cible de projets précis à part entière reste encore limité. Il faut en effet des actions pérennes et des budgets pour contrer les forces structurelles et culturelles qui perpétuent et reproduisent les inégalités de genre en milieu urbain.

Si les efforts déployés par le programme Urbayiti pour renforcer la résilience des populations sont certains, il faudra aussi penser à développer une intelligence collective de la ville en élaborant des politiques urbaines qui apportent des solutions appropriées aux besoins différenciés des femmes et des hommes.

Pour y parvenir, un dialogue permanent et constant entre les élu.e.s, les acteurs locaux et les habitant.e.s ne peut être que très enrichissant, tant il permettra d'engager une véritable réflexion collective et d'interroger le rôle et le pouvoir d'action de chacun.e.

Cette construction de la mixité sociale est conditionnée par le pouvoir effectif d'agir des habitants et des habitantes de la ville sur la qualité de leurs propres lieux de vie.

Une telle construction doit permettre d'assurer le renforcement de la cohésion au sein d'un même quartier et à toutes les échelles d'aménagement du territoire. Ces échanges et rencontres basés sur la fabrique d'une ville résiliente peuvent aboutir à une vraie transformation dans la relation entre institutions et citoyens. es et dans la construction collective du vivre-ensemble.

« Construisons des espaces publics inclusifs et ludiques pour un bien-vivre ensemble, hommes et femmes, en toute urbanité ! »  
**Garry Lherisson, ingénieur-architecte**

**Pour cet Urb'Xpert#1, nous remercions Mme Ruthlande Borga, fondatrice de l'Association de la Gent Universitaire Féminine (AGUF) et spécialiste en analyse de genre, pour sa collaboration dans la rédaction de ce document.**

«Eau et assainissement durables dans les villes : un enjeu pour la santé et la dignité de nos filles et femmes».

**Mme Edwige Petit, architecte spécialiste en environnement et Directrice d'Assainissement**



Construction de voies piétonnes et placettes à Jérémie  
Projet Care Haiti

**Coordination du programme**



**Partenaires**

